

CONVOCAZIONE  
DU  
CONSEIL COMMUNAL

*Code de la démocratie locale et de la  
décentralisation*

**ART. L1122-11** - Le conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année, le conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du Conseil communal.

**ART. L1122-12** - Le conseil est convoqué par le collège communal. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

**ART. L1122-13** - §1<sup>er</sup>. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative.

La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier électronique est techniquement impossible.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour. Le directeur général ou le fonctionnaire désigné par lui ainsi que le directeur financier ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers, et cela pendant au moins deux périodes précédant la séance du conseil communal, dont une période durant les heures normales d'ouverture des bureaux et une période en dehors de ces heures. Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités d'application du présent paragraphe.

**ART. L1122-15** - Le conseil est présidé par le bourgmestre, ou celui qui le remplace sauf lorsqu'un président d'assemblée est désigné en vertu de l'article L1122-34, §3. Il ouvre et clôt la séance.

**ART. L1122-17** - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu ; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

**ART. L1122-24** - Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note de synthèse explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération. Le conseiller communal qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération.

Conformément à l'article L1122-13 du CDLD et à l'article 18 du R.O.I., nous avons l'honneur de convoquer **«Titre» «Prénom» «Nom»** à la SEANCE du CONSEIL qui aura lieu le **lundi 27 mars 2023 à 18 heures** à la Maison communale.

**ORDRE DU JOUR :**

**SÉANCE PUBLIQUE**

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 27 février 2023
  2. Rapport de rémunération de l'exercice comptable 2022 - adoption
  3. Compte - exercice 2022 - établissement culturel Saint-Vaast d'Evregnies - approbation
  4. Compte - exercice 2022 - établissement culturel Saint-Léger de Saint-Léger - approbation
  5. Comptes annuels - exercice 2022 - arrêt
  6. Modifications budgétaires n° 1 - exercice 2023 - arrêt
  7. Statuts administratif et pécuniaire - modifications
  8. Entité d'Estaimpuis - travaux de rénovation de voirie - année 2023 - approbation des conditions et du mode de passation
  9. Patrimoine communal - mise en location - fixation des conditions - appartement (1er étage et combles) de l'école communale sise Contour de l'Eglise 1 à Estaimpuis
  10. Patrimoine communal - mise en location - fixation des conditions - appartement (2e étage sous combles) de l'école secondaire sise rue de Menin 4 à Estaimpuis
  11. Patrimoine communal - mise en location - fixation des conditions - appartement (sous combles) de l'école communale sise rue de l'Ancienne Douane 23 à Néchin
  12. Opération de développement rural - rapport annuel d'activités de la C.L.D.R. 2022 - approbation
  13. PCS - rapports financier et d'activité - exercice 2022 - approbation
- HUIS CLOS**
14. Personnel enseignant - ratification délibérations du Collège

Par le Collège communal :

La Directrice Générale,

Le Président,

V. BREYNE.

Q. HUART.